



Le massif de la Zugspitze en Allemagne : Berlin assure la présidence de la Convention alpine en 2015 et 2016. © Hans Woltering, flickr

## L'Allemagne pilote la Convention alpine

**Berlin assure la présidence de la Convention alpine en 2015 et 2016. Quelques réflexions sur les timbres de collection, l'implication de la société civile, la chasse au tigre de papier, des programmes ambitieux et une nouvelle politique pour l'espace alpin.**

C'est parti ! L'Allemagne se met au travail. Pendant deux ans, Berlin préside aux destinées de la Convention alpine, en étroite coopération avec Munich, capitale de la Bavière. Assurer la présidence, cela signifie entre autres organiser les rencontres des ministres de l'Environnement des États alpins, coordonner les différentes plateformes et groupes de travail dédiés à la mise en œuvre du traité international, ou mettre en vente un timbre de collection sur les Alpes. Mais avant tout, il s'agit de définir une orientation politique permettant de faire avancer le développement durable dans les Alpes. La ministre allemande de l'Environnement, Barbara Hendricks, et son équipe ont choisi de placer la présidence allemande sous le thème : « Les Alpes – la diversité en Europe ».

### L'économie verte dans les Alpes

Le programme de la présidence allemande est riche et holistique. Berlin et Munich ont prévu une série de projets et de manifestations sur des thèmes pertinents pour les Alpes : connectivité écologique, tourisme durable, construction énergétiquement efficace ou protection des sols et des forêts. Les responsables politiques espèrent y puiser des recommandations pour les décisions à prendre. Lorsque les négociations sur un nouvel accord international sur le climat s'ouvriront à Paris en décembre 2015, la Convention alpine devra elle aussi proposer des solutions. Le fil rouge des deux années de la présidence sera « l'économie verte ». Des experts présenteront dans un rapport les enjeux d'une économie à faibles émissions de CO<sub>2</sub>, peu énergivore et socialement acceptable dans les Alpes. « La présidence allemande promet de faire avancer les Alpes pour en faire une région exemplaire en matière de développement durable », souligne Claire Simon, directrice de CIPRA International. « Cela demande un esprit d'ouverture et le courage de s'engager sur de nouvelles voies. »

### Des réformes pour lutter contre le tigre de papier

Pendant sa présidence, l'Allemagne veut aussi renforcer la mise en œuvre dans le cadre des diverses démarches et coopérations de la Convention alpine. D'une part parce que le traité, qui a presque 25 ans, est souvent considéré comme trop bureaucratique. Et d'autre part parce qu'une stratégie européenne pour les Alpes (Eusalp) est en train de se construire, et que le rôle de la Convention alpine dans ce contexte reste à définir. « La Convention alpine doit être proche des habitants de l'espace alpin pour prendre réellement vie et être davantage prise en compte. La société civile et les réseaux alpins sont des partenaires essentiels pour la présidence allemande », clame Barbara Hendricks. Christian Wilhelm, maire de la ville de Sonthofen, « Ville des Alpes de l'Année », va aussi dans ce sens : « Pour l'Allemagne, les communes sont le lieu où se fait le développement durable dans les Alpes. Elle veut impliquer les citoyens et combler ainsi le fossé entre l'accord

international et la politique de terrain. »

La présidence allemande prendra fin à l'automne 2016 avec la Semaine alpine, une manifestation organisée conjointement par les réseaux transalpins et la Conférence des ministres des États alpins. L'Allemagne passera ensuite le flambeau à l'Autriche.

Sources et informations complémentaires :

[http://www.bmub.bund.de/presse/reden/detailansicht/artikel/programmvorstellung-des-deutschen-alpenvorsitzes/?tx\\_ttnews%5BbackPid%5D=1892&cHash=b4c571d49af152cb1fb215380bce1001](http://www.bmub.bund.de/presse/reden/detailansicht/artikel/programmvorstellung-des-deutschen-alpenvorsitzes/?tx_ttnews%5BbackPid%5D=1892&cHash=b4c571d49af152cb1fb215380bce1001)  
(de), <http://www.bmub.bund.de/themen/europa-international/int-umweltpolitik/alpenkonvention/> (de)

---

## Point de vue



Katharina Conradin est la Présidente de CIPRA International © Heinz Heiss

### Les Alpes en bonne voie vers la soutenabilité

**Revenons aux valeurs intrinsèques des Alpes ! Telle est la conclusion de la Présidente de CIPRA International 100 jours après son entrée en fonction. Katharina Conradin plaide pour un objectif commun : les Alpes doivent devenir une région exemplaire en matière de soutenable.**

Politique européenne des territoires de montagne, quo vadis ? Je me pose de plus en plus cette question à l'issue de mes 100 premiers jours à la présidence de CIPRA International. Quel est l'élément qui fait le lien aujourd'hui ? Renforcer la croissance dans les vallées les plus reculées ? Réduire le trafic de transit ? Créer de nouveaux espaces protégés ? Contrairement à ce qui était le cas il y a quelques années, les Alpes semblent manquer aujourd'hui d'une vision commune pour la direction à donner au développement des territoires de montagne. Pourtant, cela ne signifie pas que nous sommes condamnés à attendre. De nombreux projets auxquels la CIPRA est associée montrent la voie à suivre : l'objectif reste la soutenabilité !

Les visions de la Convention alpine ont perdu pour beaucoup de leur attrait originel. Après avoir été longtemps le moteur d'un développement pérenne dans les Alpes, la Convention alpine est en perte de vitesse. Les obstacles bureaucratiques et la lenteur des processus de décision dans les États signataires entravent les projets concrets de mise en œuvre. Parallèlement, la future Stratégie de l'Union européenne pour les Alpes évolue à des hauteurs quasiment stratosphériques : les objectifs sont formulés de façon si vague qu'ils sont prédestinés à devenir le jeu des différents intérêts en présence. Cette stratégie menace de rester un document abstrait au lieu de susciter un nouvel élan.

Pourtant, parallèlement aux politiques internationales, quelques valeurs intrinsèques peuvent aussi constituer une maxime d'action. Au-delà des nombreux enjeux tels que le trafic de transit, le réchauffement climatique ou le changement démographique, les Alpes jouissent d'un bien-être relatif et sont dotées de paysages naturels exceptionnels et d'esprits innovants. Des projets remarquables et remarquables révèlent de façon exemplaire le sens et les modalités d'un mode de vie et d'une économie soutenables dans les Alpes. Emboîtons-leur le pas ! La Convention alpine pourrait constituer un fondement, et la stratégie macro-régionale alpine serait un instrument de mise en œuvre.



Le centre de formation agricole du Salzammergut /AT était l'un des lauréats du Prix « Constructive Alps » 2013. © Walter Ebenhofer

### À la recherche de bâtiments durables à caractère exemplaire

**La Suisse et le Liechtenstein organisent en coopération avec la CIPRA la troisième édition du Prix international « Constructive Alps ». Les modalités de participation sont simples, les objectifs du prix ambitieux : faire des Alpes une région exemplaire en matière de protection du climat et de qualité de vie.**

La clé de voûte d'une protection efficace du climat, et donc d'une meilleure qualité de vie dans les Alpes, est la rénovation du bâti existant – et si nécessaire la construction de bâtiments neufs – avec des matériaux écologiques d'origine locale. Le prix d'architecture « Constructive Alps 2015 », doté de 50 000 euros, vise à lancer une réflexion sur la manière de concilier la qualité de vie et le respect de la nature. Il s'adresse à des bâtiments exemplaires associant des aspects esthétiques et une approche holistique de la durabilité. La date limite de dépôt des dossiers est le 12 février 2015.

Le jury international évalue les dossiers en s'appuyant sur des considérations esthétiques, mais aussi sur un certain nombre de critères de durabilité : desserte par les transports publics, utilisation de matériaux écologiques, ou mode de construction peu gourmand en énergie et en surface. Les aspects culturels et sociaux sont également pris en compte.

« Constructive Alps » est le fruit d'une coopération entre plusieurs ministères, institutions éducatives et culturelles et organisations non gouvernementales des Alpes. La Suisse travaille étroitement avec le Liechtenstein, initiateur du prix. L'université du Liechtenstein et le Musée alpin suisse sont également impliqués. La CIPRA apporte un soutien technique et organisationnel à « Constructive Alps ».

Sources et informations complémentaires : <http://www.constructivealps.net/fr/>,  
[http://www.cipra.org/fr/cipra/international/projets/en-cours/constructive-alps?set\\_language=fr](http://www.cipra.org/fr/cipra/international/projets/en-cours/constructive-alps?set_language=fr),  
[http://www.cipra.org/fr/nouveautes/lechelle-humaine?set\\_language=fr](http://www.cipra.org/fr/nouveautes/lechelle-humaine?set_language=fr)



Camions polluants : les poids-lourds engendrent une grave dégradation de la qualité de l'air le long des autoroutes alpines. © Andreas Mendyk, flickr

### Les régions alpines ne peuvent toujours pas respirer

**Les plafonds européens pour les émissions d'oxyde d'azote sont largement dépassés dans le Tyrol du Sud, critique CIPRA Südtirol. Des mesures urgentes s'imposent, comme dans d'autres régions alpines.**

Le seuil des émissions de dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) dans l'UE est fixé à 40 microgrammes par m<sup>3</sup> (µg/m<sup>3</sup>) d'air en moyenne annuelle. Or, cette valeur est dépassée régulièrement dans plusieurs régions des Alpes. Les oxydes d'azote menacent la santé des populations. Dans le Tyrol du Sud, 40 000 personnes sont actuellement exposées à des émissions de NO<sub>2</sub> trop élevées. Les pouvoirs

publics italiens, qui ne mettent pas en place de politique de réduction des émissions, , risquent également de se voir imposer des pénalités élevées par l'Union européenne. CIPRA Südtirol, fédération environnementale du Tyrol du Sud, critique cette inaction : « Les pouvoirs publics ne font rien et repoussent les solutions à plus tard, alors qu'il existe des mesures efficaces, comme le transfert du trafic de la route au rail, les interdictions temporaires de rouler ou l'alignement des péages sur les tarifs pratiqués dans les cols alpins des pays voisins. »

La région Rhône-Alpes (France) est dans une situation analogue. L'association Air Rhône-Alpes exige l'installation de nouveaux appareils de mesure pour le contrôle de la qualité de l'air, et des échanges d'expériences avec les régions confrontées à des problèmes comparables.

L'Autriche arrive quant à elle en dernière position des pays de l'Union en matière de pollution de l'air. Selon le Club des transports autrichiens (VCÖ), la pollution de l'air y est aussi élevée que dans les établissements fumeurs. Il demande donc une amélioration de l'offre de transports publics pour les migrants journaliers, et l'interdiction des camions non équipés de filtres à particules.

Source et informations complémentaires : <http://www.umwelt.bz.it/aktuelles/presse/was-tut-die-s%C3%BCdtiroler-politik-um-die-stickoxid-grenzwerte-einzuhalten.html> (it, de), [http://www.air-rhonealpes.fr/site/News/Voir/mieux\\_identifier\\_les\\_sources\\_des\\_particules#News/extraire/689299](http://www.air-rhonealpes.fr/site/News/Voir/mieux_identifier_les_sources_des_particules#News/extraire/689299), <http://www.vcoe.at/de/publikationen/vcoe-factsheets/details/items/belastung-durch-stickoxide-ist-in-oesterreich-zu-hoch> (de), <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:152:0001:0044:de:PDF> (de)

---

## Nouvelles des Alpes



La politique doit mettre en place des mesures efficaces en faveur du report modal si l'on veut que des infrastructures telles que le tunnel de base du Brenner apportent une réelle valeur ajoutée. © Rainer Sturm / pixelio.de

### Un mauvais bilan carbone pour le tunnel de base du Brenner

**La construction et le fonctionnement du tunnel de base du Brenner engendrent de fortes émissions de CO<sub>2</sub>. Dans les conditions actuelles, ce grand projet d'infrastructure ne contribue pas à la protection du climat, conclue une étude. Elle dit aussi qu'il doit agir.**

Quelle quantité de CO<sub>2</sub> le tunnel de base du Brenner (TBB) permet-il d'économiser ? Une étude publiée en décembre 2014 par l'institut EURAC de Bolzano/I répond à cette question. Les auteurs de l'étude ont calculé les émissions de CO<sub>2</sub> liées à la construction et au fonctionnement du tunnel ferroviaire. Leur conclusion : le bilan carbone peut être équilibré. La construction du TBB peut donc permettre de réduire les émissions de carbone, mais seulement à condition que la politique mette en place des conditions cadres efficaces susceptibles de permettre un transfert réel du trafic de la route vers le rail.

Une étude plus ancienne de l'EURAC, réalisée également pour la société responsable de la construction du tunnel, est arrivée aux mêmes conclusions. Cette étude réalisée en 2010 n'a été publiée qu'à l'été 2014. Le député vert Riccardo Dello Sbarba, un adversaire du tunnel, affirme que ce projet n'est pas durable : selon lui, la consommation énergétique est si importante qu'il faudrait que le tunnel soit utilisé à pleine capacité et dans des conditions optimales pendant 20 ans pour que l'ouvrage puisse compenser les émissions de CO<sub>2</sub> liées à sa construction.

Les auteurs de l'étude actuelle lancent donc un appel aux responsables politiques : si le transport des marchandises par le Brenner continue de se faire essentiellement par camions, le bilan carbone du TBB sera négatif.

Sources et informations complémentaires : <http://www.eurac.edu/de/research/mountains/regdev/Pages/newsdetails.aspx?entryid=148622> (de), [http://www.bbtinfo.eu/wp\\_2013/files-](http://www.bbtinfo.eu/wp_2013/files-)



Chamonix-Mont-Blanc/F porte en 2015 le titre de « Ville des Alpes de l'Année » © Gilles Lansard

### Chamonix est la « Ville des Alpes 2015 »

**Chamonix-Mont-Blanc, « capitale de l'alpinisme » au pied du toit des Alpes, a été sacrée « Ville des Alpes 2015 ». La ville a reçu le titre notamment pour sa politique en matière de protection de la nature et du climat.**

Chamonix, ville de 9 300 habitants située dans la région Rhône-Alpes, a été désignée « Ville des Alpes 2015 » par un jury international. La ville devient ainsi membre de l'association internationale « Ville des Alpes de l'Année », qui s'engage pour un développement urbain durable dans les Alpes. « Ce titre est un honneur pour la Ville de Chamonix. Il récompense les efforts engagés par notre commune en matière de politique environnementale », déclare Eric Fournier, maire de Chamonix, qui y voit également une invitation à poursuivre sur le chemin engagé à se fixer des objectifs ambitieux.

Dans le domaine de la mobilité douce, par exemple, le nombre des trajets en train et en bus devra doubler d'ici à 2020. La rénovation et la construction responsables seront également une priorité. Une aide financière est prévue pour les propriétaires souhaitant engager une rénovation énergétique de leur logement. Quant aux jeunes, ils seront appelés à s'impliquer plus fortement dans la construction d'un avenir durable : une délégation du Parlement des Jeunes de la Convention alpine (YPAC) rencontrera notamment au printemps le conseil municipal pour discuter de la mise en œuvre des recommandations du Parlement.

« La durabilité a besoin d'une approche holistique », souligne la conseillère municipale Elodie Bavuz. « Il faut savoir concilier l'environnement, l'économie et le social. » Pour elle, c'est ce qui caractérise une ville durable.

Source et informations complémentaires :

[http://www.alpenstaedte.org/fr/actuel/nouveautes/5065?set\\_language=fr](http://www.alpenstaedte.org/fr/actuel/nouveautes/5065?set_language=fr),  
[http://www.alpenstaedte.org/fr/villes-des-alpes/223?set\\_language=fr](http://www.alpenstaedte.org/fr/villes-des-alpes/223?set_language=fr)

---



Schlanders/IT dans le Val Venosta : la région s'est engagée sur la voie de la durabilité écologique et de l'équité sociale. © Christian Lendl, flickr

## Le Tyrol du Sud s'engage sur la voie de l'économie du bien commun

**L'économie du bien commun est un concept activement discuté, y compris dans les Alpes. Le Tyrol du Sud a décidé de passer à l'action.**

Les objectifs essentiels d'une économie du bien commun (EBC) sont la qualité de vie, l'équité globale et la solidarité. La durabilité écologique et la justice sociale jouent aussi un rôle important. L'enjeu est également de renforcer les filières alpines traditionnelles comme les circuits locaux, l'économie décentralisée ou le volontariat.

Pour concrétiser ces objectifs, les communes de Laas, Mals, Latsch et Schlanders dans le Tyrol du Sud se sont associées en janvier 2014 en une « région du bien commun » du Val Venosta. Le maire de Latsch, Helmut Fischer, déclare à ce propos : « Nous avons analysé la situation et identifié nos atouts et nos faiblesses. Il s'agit maintenant d'engager des actions concrètes. » Aujourd'hui, toute la région du Tyrol du Sud se joint à ce mouvement. En décembre 2014, le parlement régional a voté trois mesures destinées à mieux ancrer le bien commun dans la région : adaptation des subventions publiques à l'économie du bien commun, attribution prioritaire des marchés publics aux entreprises qui soutiennent activement l'EBC, et allocation d'aides aux « communes du bien commun ».

L'économie du bien commun est déjà aujourd'hui au programme de nombreuses écoles. Un « indice du bien-être régional » va par ailleurs être mis au point avec l'Académie européenne de Bolzano (EURAC). Le Tyrol du Sud est ainsi un précurseur dans l'Arc alpin, et se rapproche encore plus de son objectif de devenir « l'espace de vie le plus attractif d'Europe ».

Le bien commun est aussi en débat dans d'autres pays alpins. En Suisse, une association nationale a été créée en 2014. En Styrie/A, la commune d'Übelbach a décidé à l'unanimité de réaliser un bilan du bien commun. D'autres communes styriennes sont intéressées par ce modèle. Et le Land de Salzburg/A envisage lui aussi de devenir une « région du bien commun ».

Source et informations complémentaires : [http://www.landtag-bz.org/de/aktuelles/pm-fraktionen-aktuell.asp?aktuelles\\_action=4&aktuelles\\_article\\_id=480155](http://www.landtag-bz.org/de/aktuelles/pm-fraktionen-aktuell.asp?aktuelles_action=4&aktuelles_article_id=480155) (de), <https://www.ecogood.org/allgemeine-infos/aktuelles/neuigkeiten/suedtiroler-landtag-beschliesst-paket-zur-gemeinwohl> (de), <http://us4.campaign-archive2.com/home/?u=c89843db321542c4b959f65b2&id=10fec21af7> (de)

---



Un rongeur source de conflits potentiels : les plans de gestion permettent de favoriser la cohabitation avec les hommes. © Bredehorn Jens / pixelio.de

## Le castor est de retour

**Le castor est protégé en Europe. Il bénéficiera bientôt également d'un statut de protection particulier au Liechtenstein, où les conflits avec cet animal particulièrement actif se multiplient.**

Le castor se plaît au Liechtenstein : le pays compte actuellement une vingtaine d'individus (juin 2013), alors que le premier castor n'y avait été observé qu'en 2009. La population est protégée par la Convention de Berne. Les castors sont un moteur de la biodiversité car ils créent des milieux variés. Malheureusement, ces architectes actifs du paysage construisent aussi leurs gîtes dans les bassins de rétention des laves torrentielles, sapent les digues et bouchent les conduites de drainage. Les conséquences : des conflits avec l'agriculture et la protection contre les crues.

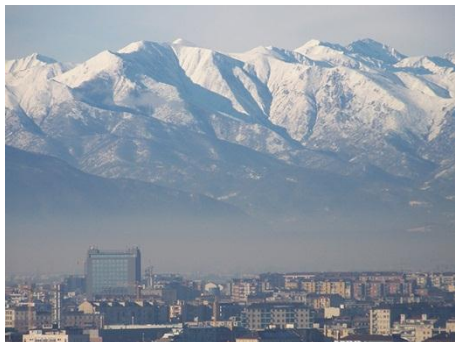
Une étude effectuée au Liechtenstein a analysé les dommages et les conflits engendrés par le rongeur, et propose des mesures, notamment une classification des zones plus ou moins favorables au castor (zones vertes, orange et rouges). Le problème : le système est adapté à la logique humaine, mais pas à celle du castor qui ne sait évidemment pas dans quelles zones il est autorisé à évoluer librement. « La protection des gros rongeurs n'est toujours pas ancrée dans la législation environnementale du Liechtenstein », précise Monika Gstöhl de la Société liechtensteinoise pour l'environnement : « Un plan de gestion du castor serait un premier pas dans la bonne direction ». Un tel « plan castor » permettrait en effet de protéger l'animal, et aussi de rembourser les dommages.

Les castors se multiplient aussi dans d'autres pays alpins. En Allemagne, la population de castors compte déjà plus de 14 000 individus. La Fédération environnementale bavaroise a réagi aux conflits en publiant un plan de gestion du castor. En Suisse, le Canton du Valais avait demandé en 2013 une autorisation de tir contre des castors censés mettre en danger des installations ferroviaires. L'Office fédéral de l'environnement a finalement rejeté cette demande.

Source et informations complémentaires :

[http://www.vbo.li/Home/Newsdetail.aspx?shmid=493&shact=67670172&shmiid=CCKDpSQZ2u0\\_eql](http://www.vbo.li/Home/Newsdetail.aspx?shmid=493&shact=67670172&shmiid=CCKDpSQZ2u0_eql) (de), <http://www.nzz.ch/aktuell/newsticker/kanton-wallis-darf-keine-biber-abschiessen-1.18083303> (de), [http://www.bibermanagement.de/Europa/Deutschland/Bayern/body\\_bayern.html#Bibermanager](http://www.bibermanagement.de/Europa/Deutschland/Bayern/body_bayern.html#Bibermanager) (de), <http://www.bund-naturschutz.de/themen/artenbiotopschutz/biber/biberberater.html> (de), <http://www.hallobiber.ch/> (de), <http://www.vbo.li/Portals/0/Dokumente/Biber%20H.pdf> (de)

---



Turin/IT avec les Alpes occidentales en toile de fond : l'initiative « Sweet Mountains » mise sur l'authenticité de la montagne. © CIPRA International

## « Sweet mountains » au lieu d'un tourisme de masse

**Un réseau de villages et d'entreprises des Alpes occidentales italiennes s'engage dans une nouvelle approche du tourisme en montagne, en valorisant les différences et les spécificités de ses membres.**

Dans les Alpes aussi, il y a des « lieux » et des « non-lieux », au sens sociologique du terme. Les « lieux » ont une identité intrinsèque, visible de l'extérieur. À l'opposé, les « non-lieux » sont des espaces interchangeables et anonymes, avec lesquels les touristes n'ont qu'une relation de consommation.

Les « lieux » ont actuellement le vent en poupe : depuis le mois d'octobre de l'année dernière, l'association italienne Dislivelli met en réseau et assure la promotion de destinations et d'entreprises touristiques authentiques des Alpes occidentales italiennes, indissociables de la culture et de la vie montagnardes.

Ces entreprises et ces villages se sont engagés sur la voie d'un tourisme doux et responsable. Doux parce que le rapport de l'homme et de la nature est marqué d'un respect mutuel, et parce que ces acteurs ont choisi des moyens de transport et des activités renonçant aux infrastructures lourdes et aux loisirs pollués et bruyants. Et responsables parce qu'elles mettent l'accent sur la valeur ajoutée qui en résulte pour la région, les populations et les visiteurs.

Les villages du projet « sweet mountains » accueillent dans les Alpes tous les amoureux de la montagne qui veulent préserver sa beauté. Ils sont animés par des hommes et des femmes qui leur donnent vie et renforcent leur compétitivité : guides de randonnée, producteurs de fromage, acteurs culturels, écomusées, parcs naturels, magasins de produits locaux... Le réseau proclame aussi ses convictions dans un manifeste : « Personne ne va dans les montagnes pour y retrouver la ville », « Personne n'a le droit de transposer la ville à la montagne », « Les voyageurs ne sont pas une marchandise, mais une personne », ou « Les montagnards ne sont pas des esclaves, mais des hôtes ».

Source et informations complémentaires : <http://www.sweetmountains.it/> (it)

---





Les canons à neige ne peuvent pas nous leurrer : le changement climatique mettra tôt ou tard un terme aux sports d'hiver énergivores et fortement émetteurs de CO<sub>2</sub>.  
© Redmann Gerhard / pixelio.de

## Les hivers plus courts demandent de nouvelles recettes

**Les effets du réchauffement climatique sont particulièrement sensibles dans les Alpes. Il s'agit maintenant de trouver des alternatives aux sports d'hiver tels qu'ils sont pratiqués actuellement.**

Une étude de l'université d'Innsbruck prévoit une diminution de la durée de l'hiver de deux à trois semaines d'ici à 2050. Les conséquences : moins de neige, une diminution des nuitées et un recul du chiffre d'affaires. La branche touristique doit trouver des solutions : quelles sont les alternatives aux sports d'hiver pratiqués actuellement, gourmands en énergie et à fortes émissions de CO<sub>2</sub> ? Le secteur du tourisme refuse manifestement de regarder la réalité en face. La station allemande de Sudelfeld vient par exemple de construire la plus grande installation d'enneigement artificiel des Alpes allemandes, en plein milieu d'un espace protégé. Mountain wilderness Allemagne et d'autres organisations environnementales, dont CIPRA Allemagne, ont attribué à la station le « Bouquetin de l'année », qui pointe du doigt la plus grave atteinte environnementale en 2014 dans les Alpes allemandes. La situation est comparable en Autriche : le pays est actuellement équipé de 20 000 canons à neige alimentés par plus de 420 retenues collinaires.

Les scientifiques et les organisations environnementales ne sont pas les seuls à remettre en question les formes actuelles du tourisme d'hiver : les vacanciers portent eux aussi un œil critique sur ces évolutions. Selon les résultats d'une enquête réalisée par l'institut de sondage YouGov pour le quotidien en ligne Zeit online, la moitié des Allemands rejettent l'utilisation de la neige artificielle.

D'autres solutions existent : proposer aux vacanciers la mobilité douce pour accéder aux stations, répondre à la demande d'activités vertes et respectueuses du climat, ou chercher d'autres sources de revenus. La CIPRA souligne que la neige artificielle n'améliore pas systématiquement le chiffre d'affaires, mais qu'elle a en revanche un impact très négatif sur la nature. Elle appelle les pouvoirs publics à ne pas subventionner l'enneigement artificiel, polluant et non rentable.

Source et informations complémentaires : <http://www.goef.de/alpen/beschneigung/sudelfeld> (de), <http://www.zeit.de/reisen/2015-01/skigebiete-kunstschnee-yougov-umfrage> (de), [http://www.cipra.org/fr/publications/4606?set\\_language=fr](http://www.cipra.org/fr/publications/4606?set_language=fr), <http://derstandard.at/2000010657880/Schneeentwicklung-Historischer-Einbruch-der-Schneedecke> (de), <http://orf.at/stories/2261282/2261285/> (de)

## Agenda

**Marche pour le silence**, 28.02.2015-01.03.2015,  
Organisation : mountain wilderness. [En savoir plus...](#)

**Quand la nature dépasse (enfin) les bornes ! Biodiversité et territoire : 10 ans de mises en cohérence**, 30.-31.03.2015, Divonne-les-Bains,  
Organisation : La Région Rhône-Alpes, l'Etat de Genève. [En savoir plus...](#)

**À noter sur vos agendas : conférence finale de recharge.green sur les énergies renouvelables et la protection de l'environnement**, 20.05.2015-21.05.2015, Sonthofen/DE, Organisation : CIPRA International. [En savoir plus...](#)

**Final conference : « Couloirs de vie » / Paths of life in Isère department**, 20.-22.05.2015, Isère/FR,  
Organisation : Service développement durable - Direction de l'Aménagement des Territoires, Conseil général de l'Isère. [En savoir plus...](#)

**Envie de nature dans les Alpes: accessibilité et intégration pour tous**, 13.02.2015, Aoste/IT. [En savoir plus...](#)

## Oh!...

... il était une fois une jolie petite fille coiffée d'un chaperon rouge. Partie avec un panier de victuailles rendre visite à sa grand-mère malade, elle se retrouva nez-à-nez avec un loup au fond de la forêt. Ségolène Royal, ministre française de l'Environnement, a dû elle aussi avoir très peur du loup quand elle était petite : quelques mois seulement après sa nomination à la tête du ministère, elle a en effet autorisé des tirs de prélèvement du loup, une espèce strictement protégée par le droit international. L'Hexagone ne compte que 300 loups. Les attaques des loups contre des brebis ont concerné au total 0,09 % du cheptel national en 2013. La raison avancée par Mme Royal : même les enfants ont peur du loup, cela les empêche de dormir. La ministre transforme aujourd'hui le conte en réalité : le loup fourbe et méchant est chassé jusque dans les espaces protégés.

Source et informations complémentaires :  
[http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/09/22/segolene-royal-a-la-chasse-aux-animaux-proteges\\_4492330\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/09/22/segolene-royal-a-la-chasse-aux-animaux-proteges_4492330_3244.html)